

# Risques majeurs : Tchernobyl point zéro

**F**in avril 1986 : l'industrie nucléaire connaît l'accident le plus grave de son histoire — une centrale nucléaire soviétique n'est plus maîtrisée. L'événement fait suite à une série d'échecs connus par les Etats-Unis dans leurs lancements spatiaux. Et tout récemment c'est le lanceur français Ariane qui a de nouveau failli à sa mission. Les deux secteurs scientifiques et techniques les plus sophistiqués au monde sont en difficulté. Ils butent aussi sur des limites inhérentes aux capacités humaines d'intervention. Cette situation aurait paru inimaginable il y a quelques mois seulement. Mais penser au-delà des horizons immédiatement palpables est toujours difficile.

L'expérience de Szilard arrivant aux Etats-Unis en 1944 peut ici doublement servir de référence. Le physicien hongrois eut toutes les peines du monde à rencontrer Enrico Fermi qui donnait nombre de conférences sur la bombe atomique. Quand Szilard put enfin le voir, il lui fit observer qu'il y avait quelque irresponsabilité à exposer les principes et les capacités d'une technologie aussi destructrice. Réponse de Fermi : « Il y a si peu de chances pour qu'on arrive à la faire ! ». Pourtant on l'a faite. Les scientifiques imagineront toujours un dépassement au développement scientifique et technologique du moment ; et les techniciens parviendront à lui faire voir le jour.

Fermi, en déclarant le projet irréalisable, se dispensait de prendre en compte l'éventualité du risque. Tchernobyl : le problème est évident. Pour la navette, la confiance en la sûreté de la technologie était telle que le vol suivant devait mettre en orbite un satellite porteur de plutonium, comme cela avait déjà été fait.

Le moment est venu de ne plus réfléchir à reculons sur le problème. Fini le temps où toute interrogation sur la question devait être le signe d'une « trahison » évidente de la Civilisation occidentale et de sa technologie. C'était l'apogée d'une génération de techniciens triomphants porteurs du Progrès, se posant en défenseurs de la Société face à des questionnements sacrilèges. La foi en leur compétence tenait lieu de guide. On ne peut plus esquiver la question des risques majeurs. Ces risques qui sont nés avec les technologies modernes : ampleur des effets des défaillances, dans l'espace et dans le temps ; incertitude profonde sur les phénomènes déclenchés ; dynamique de déstabilisation affectant des pans entiers d'activités, ébranlant par contre coup les grands systèmes socio-économiques.

Dans le cas de la navette, c'est le lancement des satellites civils et militaires qui est arrêté, ce qui met par là même en question jusqu'à la politique de défense américaine. Pour Tchernobyl, la chaîne des effets potentiels est également imposante : menace de morts nombreuses sur une échelle de temps considérable, menace économique pesant sur les politiques agricoles, tensions entre pays de l'Est et de l'Ouest, tensions entre pays de la Communauté ; et au-delà : prise de conscience de la dimension planétaire du risque. Tchernobyl, c'est aussi une façon d'influencer l'opinion publique dans cette période-clé d'affrontement entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Bref, il ne faut plus résister : le temps est venu de tourner une page.

En ce qui a trait à l'information, l'affaire Tchernobyl a mis en évidence deux types de politique dans le monde. L'une ouverte, débridée même, qui a donné lieu à un afflux de becquerels, rads, rems à la une de tous les médias. Portée par les pays européens (à l'exception de la France) et les Etats-Unis, elle est allée de pair avec la mise en place, dans une grande incohérence, de mesures de protection contre les effets des radiations nucléaires. Parallèlement, l'Union soviétique et la France se sont, pendant les dix jours critiques de l'accident, confinés dans le mutisme. Conséquence à longue portée d'une telle attitude : le manque de crédibilité accordé aux déclarations officielles. L'épisode des deux mille morts subites, allègrement véhiculé par les médias, en fut une première illustration alors que l'une des rares informations — deux morts immédiates — ayant transpiré d'Union soviétique allait se révéler juste. De même pour les effets du nuage. En France, silence, absence et incohérence — jusqu'à la caricature — ont déclenché des craintes sans commune mesure avec les radiations effectivement annoncées.

L'événement a montré, une fois de plus, le peu de poids qu'accordaient les responsables administratifs et politiques français à l'information. Cette constatation était encore accentuée par l'afflux de données mises sur la place publique par les organismes officiels des autres pays occidentaux. Peut-être les circonstances vont-elles forcer les instances dirigeantes à changer de pratique ? Peut-être apparaîtra-t-il que l'information est un outil indispensable à la bonne marche d'une société moderne ? Mais quelle information ?

La quantité de becquerels absorbés par nos salades et nos épinards ? Le point sur

les centrales et leur sûreté ? Des explications sur les effets sanitaires des rayonnements ? Des réponses à des demandes individuelles très spécifiques ? Nécessaires à une compréhension de la situation, ces réponses ne suffisent pas. Il est clair que notre culture de « vérités officielles » doit évoluer si les responsables veulent acquérir une crédibilité qui depuis longtemps leur fait défaut. Le réflexe de défiance est désormais solidement ancré. Et des lézardes se précisent jusqu'à l'intérieur des organismes techniques. Même les plus ardents défenseurs du nucléaire se sont montré inquiets devant les propos outrageusement rassurants tenus officiellement en France sur les retombées de Tchernobyl.

Information et discussions ne peuvent plus rester confinées dans des enceintes étroites. Elles doivent être portées dans des cercles larges de la population et faire appel à des contributions extérieures aux milieux directement impliqués dans la mise en œuvre de l'option technologique. La plupart des pays occidentaux l'ont compris depuis bien longtemps. En France, la tradition du débat public n'existe pas. Créons-la.

Reste la politique technologique. Le discours actuel porte l'idée selon laquelle il n'y a plus de marge de liberté. C'est le leitmotiv : le nucléaire, l'espace, l'informatique et le génie génétique sont là, il faut vivre avec eux. Idée qui se prolonge de façon implicite par une autre : vivons avec le progrès. Avec le progrès certes, mais aussi avec les risques et les catastrophes dont sont porteuses les technologies. Une question se pose à l'évidence : tout développement scientifique et technologique est-il *a priori* bon à prendre ? Le temps n'est plus de prétendre que c'est là un thème de réflexion pour écologistes attardés. Après Tchernobyl, on ne peut plus se contenter de tirer arguments du nombre de morts sur la route pour arguer de la sûreté du nucléaire. La question doit être posée à l'échelle la plus large, la réponse exige une information continue et à plusieurs voix. Elle demande aussi un partage de responsabilités dans les décisions et les arbitrages du choix de l'option technologique.

Accès à l'information et aux prises de décision ne sont plus seulement des exigences de fond pour une démocratie. Toute carence sur ces points rendrait insurmontable les problèmes posés par une crise. A échelle réduite, c'est ce que démontre Tchernobyl.

Martine Barrère et Patrick Lagadec

Martine Barrère, chef de rubrique à *La Recherche* pour la politique de la science est l'auteur de nombreux articles sur le nucléaire. Patrick Lagadec, chercheur à l'École Polytechnique a publié, en 1981, aux éditions du Seuil, le livre intitulé *La civilisation du risque*.